



HAL
open science

Les français et l'unification politique de l'Europe, d'après un sondage de la SOFRES

Alain Lancelot, Pierre Weill

► **To cite this version:**

Alain Lancelot, Pierre Weill. Les français et l'unification politique de l'Europe, d'après un sondage de la SOFRES. *Revue Française de Science Politique*, 1969, 19 (1), pp.145 - 170. 10.3406/rfsp.1969.393146 . hal-03399038

HAL Id: hal-03399038

<https://sciencespo.hal.science/hal-03399038v1>

Submitted on 3 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

LES FORCES POLITIQUES EN FRANCE

SOMMAIRE

LES FRANÇAIS ET L'UNIFICATION POLITIQUE DE L'EUROPE, D'APRÈS UN SONDAGE DE LA SOFRES (Alain Lancelot et Pierre Weill)	145
UNITÉ OU PLURALITÉ DU CENTRISME (Colette Ysmal)	171
LES LIENS ENTRE LE P.C.F. ET LA C.G.T. : ÉLÉMENTS D'UN DÉBAT (Jean Ranger et Gérard Adam)	182

1

LES FRANÇAIS ET L'UNIFICATION POLITIQUE DE L'EUROPE D'APRÈS UN SONDAGE DE LA SOFRES

La SOFRES a procédé au printemps 1968 à une enquête par sondage sur les attitudes des Français à l'égard de l'unification politique européenne.*

L'enquête a été effectuée entre le 10 et le 20 avril auprès d'un échantillon national représentatif de 2 000 individus, hommes et femmes.

Le problème de l'Europe politique étant l'un de ceux qui constitueront sans doute les futurs enjeux de la politique française, il a paru souhaitable de ne pas limiter aux adultes le champ de l'enquête et d'interroger également les jeunes qui accèderont à l'électorat dans les prochaines années. Les résultats qui sont présentés dans ce rapport concernent donc les Français âgés de quinze ans et plus. On n'oubliera pas cette particularité en comparant ces résultats à ceux d'enquêtes portant sur la population adulte qui ne constitue qu'un peu plus de 85 % de l'échantillon.

* Une partie des résultats de cette enquête a été présentée dans le journal *L'Express* du 8 juillet 1968 et a fait l'objet d'un article d'Alain DUHAMEL dans *Communauté européenne* d'août-septembre 1968.

DEPUIS plusieurs années, les enquêtes ont régulièrement montré que les Français étaient en majorité favorables à l'idée d'unification européenne. Le présent sondage ne fait pas exception. La première question, qui faisait référence à l'unification *politique* de l'Europe, sans préciser ce qu'on pouvait entendre par là, confirme en effet que les deux tiers des Français (et près de 90 % de ceux qui expriment une opinion) ont une attitude générale favorable à l'unification européenne.

On parle beaucoup actuellement de l'unification politique de l'Europe. Vous, personnellement, êtes-vous plutôt favorable ou plutôt opposé à cette idée ?

Très favorable	25 %
Plutôt favorable	42
Plutôt opposé	6
Très opposé	2
Ne sait pas	25
	100 %

Ces résultats sont proches de ceux d'une question, posée par l'I.F.O.P. en 1962, sur l'unification de l'Europe en général, la différence pouvant provenir de l'introduction du mot « politique » et de la présence de jeunes de moins de vingt-et-un ans dans notre échantillon :

	I.F.O.P. 1962	SOFRES 1968
Très favorable et plutôt favorable	72 %	67 %
Plutôt opposé et très opposé	8	8
Ne sait pas	20	25
	100 %	100 %

Quel que soit le critère démographique, social ou politique retenu, il se trouve une majorité favorable à l'unité européenne dans toutes les catégories de la population. (Tableau 1.)

Quelques différences valent cependant d'être relevées : ainsi les hommes sont-ils plus favorables que les femmes ; les adultes (25-49 ans) plus que les jeunes et les personnes âgées. La réserve des jeunes — pourtant contemporains du rapprochement européen — peut surprendre. Elle est particulièrement marquée dans la classe des 15-20 ans (13 % de réponses défavorables), sans qu'on puisse préciser s'il faut l'imputer à la conjoncture — et notamment à la diffusion des thèses du général de Gaulle durant les dernières années — ou, plus généralement, aux caractéristiques traditionnelles d'un enseignement qui met l'accent sur les valeurs nationales plutôt que sur la communauté des nations. Le fait que des enquêtes antérieures aient déjà fait apparaître

TABLEAU 1

ATTITUDE GÉNÉRALE A L'ÉGARD DE L'EUROPE POLITIQUE

en %

	Très favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Très opposé	Ne sait pas	Total (%)
Ensemble	25	43	6	2	24	100
<i>Sexe</i>						
Hommes.....	31	43			16	100
Femmes.....	18	43			34	100
<i>Age</i>						
15 à 24 ans.....	20	43			25	100
25 à 49 ans.....	26	45			21	100
50 ans et plus.....	25	40			28	100
<i>Profession du chef de famille</i>						
Cadres supérieurs, professions libérales.....	39	45			9	100
Petits commerçants, artisans.....	29	37			25	100
Employés, cadres moyens.....	30	45			17	100
Ouvriers.....	20	44			26	100
Agriculteurs.....	10	42			40	100
Retraités, inactifs.....	30	38			27	100
<i>Famille politique</i>						
Extrême-gauche.....	26	40	12		16	100
Gauche.....	33	48	8		10	100
Centre.....	48	44	5		-	100
Droite.....	24	51	7		17	100
Extrême-droite.....	30	37	5		25	100
Marais.....	17	38	4		40	100
<i>Vote à l'élection présidentielle de 1965 *</i>						
Mitterrand.....	26	49	9		12	100
De Gaulle.....	27	47	6		20	100
Lecanuet.....	36	47	3		12	100
<i>Vote aux élections législatives de 1967 *</i>						
Parti communiste.....	16	40	14	5	25	100
Fédération.....	32	49	6	1	12	100
Cinquième République.....	27	50	6	-	17	100
Centre démocrate.....	27	43	3	2	25	100

* 55 % des personnes interrogées ont voté en 1965 et en 1967, et acceptent d'indiquer leur vote.

cette réserve des jeunes incite à ne pas sous-estimer la seconde hypothèse.

Si l'on considère les variations de la conviction européenne suivant le milieu social (indiqué dans l'enquête par la profession du chef de famille) il faut noter l'influence du niveau d'information. Si les cadres supérieurs sont les plus nombreux à se prononcer en faveur de l'Europe politique et les agriculteurs les moins nombreux, c'est aussi que les premiers sont, de très loin, les plus nombreux à se prononcer, alors que les seconds comptent parmi eux une très forte proportion de personnes sans avis. C'est en milieu ouvrier que l'hostilité est la plus marquée, mais de peu, et il est remarquable que 64 % des personnes de ce milieu expriment une opinion favorable à l'unification européenne.

Les critères politiques sont à peine plus discriminants. Le décalage est net, en effet, entre l'attitude des hommes politiques et des partis les moins favorables à l'Europe politique et celle de leurs électeurs. 74 % des électeurs du général de Gaulle et 77 % de ceux de la Cinquième République se prononcent pour l'union politique de l'Europe, comme 66 % des personnes qui se considèrent d'extrême-gauche et 56 % de celles qui déclarent avoir voté communiste en 1967.

On enregistre donc un accord très général en faveur de l'Europe politique. Mais de quelle Europe s'agit-il dans l'esprit des Français ? Ce problème recouvre deux questions auxquelles répondent les deux parties de ce rapport : avec quels partenaires les Français envisagent-ils de faire l'Europe politique, d'une part ? Quelles concessions la France devrait-elle, à leur avis, consentir à un ensemble politique européen, d'autre part ?

I. AVEC QUI LES FRANÇAIS VEULENT-ILS FAIRE L'EUROPE POLITIQUE ?

L'attitude favorable des Français à l'égard de l'unification de l'Europe tient compte naturellement de ce qui a été réalisé dans le sens de l'unité européenne depuis une quinzaine d'années. Cela apparaît bien quand on demande aux Français de se prononcer sur l'extension géographique de l'Europe politique et sur le rapprochement franco-allemand.

A. L'Europe est essentiellement conçue comme l'Europe des Six

Pour connaître la « géographie politique » de l'ensemble européen qui aurait la faveur des Français, on leur a proposé une liste de pays comprenant, d'une part, les six pays du Marché commun et, d'autre part, six Etats choisis en fonction de ce qu'ils représentent dans le concert européen : l'Angleterre, la Suisse, la Suède, l'Espagne, la Pologne et la Tchécoslovaquie. (Tableau 2.)

1. *Les résultats aboutissent à un véritable plébiscite de l'Europe des Six.* Les six pays du Marché commun sont en effet tous cités, et par 73 % des Français, devançant de très loin les pays qui ne font pas partie de la petite Europe ; parmi ces derniers, le plus favorisé, l'Angleterre, recueille les suffrages de 33 % seulement de l'échantillon.

Fait aussi remarquable, les Français ne font pratiquement aucune différence entre les six pays du Marché commun. Si l'on excepte la France, citée dans 80 % des réponses, l'écart est infime entre le pays le plus souvent cité — la Belgique, 76 % — et le pays le moins souvent cité — la Hollande, 73 %.

L'Allemagne occupe dans ce palmarès une place de choix, immédiatement après la Belgique. Cette place varie d'ailleurs suivant qu'on considère telle ou telle catégorie de la population. Si le choix des hommes et celui des femmes diffèrent peu, l'âge introduit en revanche des différences intéressantes : les plus jeunes sont plus favorables à l'Allemagne (citée par eux immédiatement après la France) que les adultes (qui la placent après la Belgique) et, plus encore, que les personnes âgées (qui citent l'Allemagne en dernier). Le fait que l'Italie connaisse la même variation incite à imputer ces différences aux souvenirs de la guerre.

Une variation du même ordre s'observe quand on considère le milieu social. En tête — juste après la France — chez les cadres supérieurs, les petits commerçants et les employés, l'Allemagne vient après la Belgique (donc au troisième rang) chez les ouvriers ; enfin elle est citée en dernière position par les agriculteurs et les retraités. Mais, finalement, il ne s'agit que de nuances : les groupes les moins favorables à l'Allemagne la citent encore à raison de 70 %, pour les personnes de plus de cinquante ans, et de 59 %, pour les agriculteurs, qui comptent beaucoup d'indécis, sans doute peu au fait des questions internationales.

Le critère politique est moins discriminant qu'on ne pouvait le penser : le centre-gauche est le groupe le plus favorable à l'Europe des Six et notamment à l'Allemagne ; mais ce pays est encore choisi par 71 % des électeurs communistes de 1967 et par 77 % de ceux qui se considèrent d'extrême-gauche.

2. *Si l'Europe des Six est plébiscitée, il n'en va pas de même de l'Angleterre, citée seulement dans 33 % des cas.* En dehors de la famille politique du centre et du milieu social des cadres supérieurs, l'association avec la Grande-Bretagne n'emporte vraiment l'adhésion d'aucune catégorie de la population. Seule consolation pour les Britanniques, l'Angleterre est citée d'autant plus souvent que les interviewés sont plus jeunes : 45 % des jeunes de moins de vingt-cinq ans contre 26 % de personnes de plus de cinquante ans.

Ce manque d'enthousiasme pour la présence de l'Angleterre au sein de l'Europe politique correspond au sentiment que le genre de

Si l'Europe devait exister un jour, quels pays, selon vous, devraient en faire partie ?
en %

<i>Pourcentage des personnes interrogées qui répondent en citant :</i>														
	<i>Ensemble</i>	<i>France</i>	<i>Belgique</i>	<i>Allemagne</i>	<i>Italie</i>	<i>Luxembourg</i>	<i>Hollande</i>	<i>Angleterre</i>	<i>Suisse</i>	<i>Espagne</i>	<i>Suède</i>	<i>Pologne</i>	<i>Tchéco-slovaquie</i>	<i>Ne sait pas</i>
	80	76	74	74	74	74	73	33	32	21	21	14	13	19

<i>Sexe</i>														
<i>Hommes</i>	88	84	83	82	82	82	82	39	34	23	27	18	17	
<i>Femmes</i>	72	68	66	66	65	65	65	28	29	20	15	10	9	

<i>Age</i>														
<i>15 à 24 ans</i>	81	73	77	74	69	70	45	39	28	26	14	14	15	
<i>25 à 49 ans</i>	82	80	78	77	77	76	33	33	22	23	15	15	13	
<i>50 ans et plus</i>	77	74	70	71	73	72	26	26	17	15	13	13	22	

<i>Profession du chef de famille</i>													
<i>Cadres supérieurs, professions libérales</i>	92	90	90	90	88	87	49	43	32	36	15	20	8
<i>Petits commerçants, artisans</i>	82	76	77	74	74	76	38	33	22	27	15	14	17
<i>Employés, cadres moyens</i>	85	81	83	82	80	79	37	35	25	25	11	14	13
<i>Ouvriers</i>	81	76	73	70	71	71	32	33	20	19	15	12	17
<i>Agriculteurs</i>	65	64	59	62	63	62	24	21	16	9	11	7	34
<i>Retraités, inactifs</i>	78	76	72	74	74	73	28	28	20	19	16	15	21

<i>Pourcentage des personnes interrogées qui répondent en citant:</i>	<i>France</i>	<i>Belgique</i>	<i>Allemagne</i>	<i>Italie</i>	<i>Luxembourg</i>	<i>Hollande</i>	<i>Angleterre</i>	<i>Suisse</i>	<i>Espagne</i>	<i>Suède</i>	<i>Pologne</i>	<i>Tchéco-slovaquie</i>	<i>Ne sait pas</i>
Ensemble	80	76	74	74	74	73	33	32	21	21	14	13	19
<i>Famille politique</i>													
Extrême-gauche.....	88	85	77	82	82	82	35	34	16	23	21	21	
Gauche.....	93	88	87	87	86	85	40	34	25	24	12	14	
Centre.....	98	97	98	97	96	97	51	49	25	41	20	21	
Droite.....	86	83	82	78	79	77	39	41	29	26	13	14	
Extrême-droite.....	81	71	73	71	71	70	25	31	26	18	13	12	
Marais.....	67	65	63	63	63	63	27	24	17	15	12	9	
<i>Vote en 1965</i> (Présidentielle)													
Mitterrand.....	90	87	80	85	85	84	37	36	18	23	19	19	10
De Gaulle.....	86	84	81	80	81	81	32	34	22	23	14	13	8
Lecanuet.....	92	88	87	82	86	84	31	32	26	20	14	11	13
<i>Vote en 1967</i> (Législatives)													
Parti communiste.....	83	79	71	71	76	74	29	27	13	19	20	21	17
Fédération.....	92	90	84	87	88	87	42	36	21	23	16	17	7
Cinquième République.....	88	86	82	82	83	82	36	37	24	26	16	14	11
Centre démocrate.....	80	75	75	74	74	70	23	27	18	14	8	8	19

vie des Anglais diffère profondément de celui des Français. Ceux-ci se sentent aujourd'hui beaucoup plus proches des Allemands et des Italiens comme en témoignent les réponses aux questions : « *Parmi les peuples suivants (allemand, américain, anglais, italien), quel est celui dont la façon de vivre ressemble le plus à celle des Français ?* » « *Et quel est celui dont la façon de vivre ressemble le moins à celle des Français ?* »

<i>Peuple dont la façon de vivre...</i>	<i>... ressemble le plus à celle des Français</i>	<i>... ressemble le moins à celle des Français</i>
allemand.....	33 %	7 %
américain.....	4	43
anglais.....	5	22
italien.....	28	8
Ne sait pas.....	30	20
	100 %	100 %

Ces stéréotypes nationaux varient naturellement suivant les régions, le Nord et l'Est étant plus favorables à l'Allemagne, le Sud à l'Italie ; suivant les milieux sociaux, les Italiens étant moins bien considérés par les ouvriers et les agriculteurs qu'ils concurrencent sur le marché du travail ; suivant les classes d'âge, les jeunes étant plus proches des Allemands que des Italiens ; ou même suivant les opinions politiques : l'Italien est mieux vu à gauche, l'Allemand à droite. Mais la distance culturelle qui paraît séparer les Français des Anglo-Saxons est pratiquement aussi grande dans toutes les catégories. (Tableau 3.)

3. *Si l'on excepte la Suisse, à qui sa prospérité et la langue d'une partie de ses habitants valent sans doute d'être souhaitée comme partenaire par 32 % des personnes interrogées, aucun des autres pays proposés ne recueille les suffrages du quart des Français.* L'Espagne et la Suède sont citées dans 21 % des cas, la Pologne et la Tchécoslovaquie dans 14 et 13 %. Le critère le plus discriminant ici est naturellement le critère politique : 13 % seulement des électeurs communistes souhaitent l'association de l'Espagne et 21 % d'entre eux souhaitent celle de la Tchécoslovaquie, alors que les proportions sont pratiquement inversées pour les électeurs gaullistes.

On ne peut en tous cas manquer d'être frappé par le peu d'ouverture que toutes les couches de la population et toutes les familles politiques manifestent en direction des pays de l'Est. Avant même la crise de Tchécoslovaquie, l'opinion française ne semblait certes pas préparée à une formule de l'Europe politique unissant les pays « de l'Atlantique à l'Oural ».

B. L'Europe politique et le problème allemand

Il n'est guère de Français pour penser que l'Allemagne ne doive pas faire partie de l'Europe politique. Ce résultat, qui aurait semblé incroyable il y a quinze ans, au moment de la crise de la C.E.D., montre que le rapprochement franco-allemand est fortement enraciné dans les sentiments et les habitudes mentales du public. Mais les sentiments ne sont pas seuls en cause : ils semblent renforcés par un raisonnement politique qui voit dans l'intégration de l'Allemagne à un ensemble européen le meilleur rempart contre une renaissance du nationalisme outre-Rhin.

1. *Que le sentiment général des Français soit aujourd'hui favorable au peuple allemand, il est à peine besoin de le redire après ce qu'on a vu plus haut de leur désir de s'associer avec lui ou de l'image qu'ils se font de son genre de vie.*

Ce sentiment favorable conduit les Français à envisager avec confiance la perspective d'une union politique avec l'Allemagne. 15 % d'entre eux seulement reconnaissent qu'ils seraient « plus favorables à l'Europe politique si l'Allemagne n'en faisait pas partie », tandis que 65 % sont d'un avis opposé. De même, si 25 % des Français se méfient encore des Allemands, 53 % pensent que ce sont « des Européens sincères en qui on peut avoir confiance ».

TABLEAU 4

<i>Je serais plus favorable à l'Europe politique si l'Allemagne n'en faisait pas partie.</i>	D'accord	15 %
	Pas d'accord	65
	Sans opinion	20
		<hr/> 100 %

TABLEAU 5

<i>Les Allemands sont maintenant des Européens sincères en qui on peut avoir confiance.</i>	D'accord	53 %
	Pas d'accord	25
	Sans opinion	22
		<hr/> 100 %

2. *Cette confiance n'est certes pas aveugle.* Le passé des relations franco-allemandes est trop chargé pour que les Français soient certains qu'aucune crise ne les assombriera plus dans l'avenir. Il se trouve même une très courte majorité (40 % contre 38 %) pour se dire d'accord avec l'opinion suivant laquelle « il est très possible que l'Allemagne redevienne un jour une menace pour la France ». Mais, en dehors de l'extrême-gauche et, dans une moindre mesure, de l'extrême-droite, cette inquiétude se rencontre surtout dans les catégories les moins

Les forces politiques

bien informées sur l'actualité politique : femmes, personnes âgées ou de statut modeste, électeurs appartenant au Marais, etc. (Tableau 6.)

Inquiétude assez vague, au demeurant, d'où semble exclue toute crainte d'ordre militaire. 74 % des Français estiment en effet que « les guerres entre les Allemands et les Français sont maintenant du passé et qu'il est grand temps d'oublier tout cela ». (Tableau 7.)

3. On aurait pu penser cependant que cette inquiétude — si vague soit-elle — freinerait le désir des Français de s'associer à l'Allemagne au sein de l'Europe politique. Il n'en est rien. Au contraire, pourrait-on même dire, car c'est *dans le développement même de l'intégration*

TABLEAU 6

*Il est très possible que l'Allemagne redevienne un jour
une menace pour la France*

	en %			
	D'accord	Pas d'accord	Sans opinion	Total (%)
Ensemble.....	40	38	22	100
<i>Sexe</i>				
Hommes.....	39	45	16	100
Femmes.....	41	30	29	100
<i>Age</i>				
15 à 24 ans.....	36	43	21	100
25 à 49 ans.....	39	42	19	100
50 ans et plus.....	44	29	27	100
<i>Profession du chef de famille</i>				
Cadres supérieurs, professions libérales.....				
Petits commerçants, artisans.....	42	41	17	100
Employés, cadres moyens.....	35	45	20	100
Ouvriers.....	42	37	21	100
Agriculteurs.....	34	33	33	100
Retraités, inactifs.....	46	30	24	100
<i>Famille politique</i>				
Extrême-gauche.....	57	34	9	100
Gauche.....	44	43	13	100
Centre.....	34	59	7	100
Droite.....	38	44	18	100
Extrême-droite.....	43	38	19	100
Marais.....	34	31	35	100

européenne que les Français voient le plus sûr garde-fou contre la renaissance du danger allemand : 74 % d'entre eux, contre 5 % seulement, expriment leur accord avec l'opinion selon laquelle « pour éviter la renaissance du nationalisme allemand, il vaut mieux que l'Allemagne fasse partie de l'Europe plutôt que d'être totalement indépendante ». Sans doute la formulation de la phrase appelle-t-elle assez nettement une réponse positive, mais il n'est pas douteux que ce raisonnement — qui fut celui des pères fondateurs de l'Europe et se heurta au scepticisme des adversaires de la C.E.D. — est aujourd'hui partagé par la majorité des Français. (Tableau 8.)

Ceux-ci témoignent d'ailleurs d'une réelle confiance dans le développement de l'esprit communautaire. Il ne se trouve que 24 % d'entre eux (contre 44 %) pour redouter que « les Allemands cherchent en fait à profiter de l'Europe politique pour dominer leurs voisins » ; de même, on verra plus loin que, dans leur grande majorité, ils ne croient pas davantage que la France cherche à s'assurer la direction de l'ensemble politique européen. (Tableau 9.)

4. *Reste le problème de la réunification de l'Allemagne.* Deux thèses s'affrontent à ce sujet. Pour les uns, aucune Europe politique n'est concevable si l'Allemagne ne renonce pas à refaire son unité ; pour les

TABLEAU 7

<i>Les guerres entre les Allemands et les Français sont maintenant du passé : il est grand temps d'oublier tout cela.</i>	D'accord	74 %
	Pas d'accord	17
	Sans opinion	9
		100 %

TABLEAU 8

<i>Pour éviter la renaissance du nationalisme allemand, il vaut mieux que l'Allemagne fasse partie de l'Europe politique plutôt que d'être totalement indépendante.</i>	D'accord	74 %
	Pas d'accord	5
	Sans opinion	21
		100 %

TABLEAU 9

<i>Les Allemands cherchent en fait à profiter de l'Europe politique pour dominer leurs voisins.</i>	D'accord	24 %
	Pas d'accord	44
	Sans opinion	32
		100 %

autres, c'est précisément dans le cadre d'une Europe intégrée que la réunification deviendra possible. Le débat passionne les Allemands ; ils seront sans doute déçus de voir que les Français — peu au fait du problème — ont de la peine à se faire une opinion : près du tiers ne se prononcent pas quand on leur demande leur avis sur chacune de ces thèses ; quant à ceux qui se prononcent, ils ne semblent guère animés par une très forte conviction : chacune des thèses est approuvée par un peu moins de la moitié et rejetée par un peu moins du quart de l'échantillon.

PREMIÈRE THÈSE : *L'Europe politique ne sera réalisable que lorsque l'Allemagne de l'Ouest aura accepté l'existence de l'Allemagne de l'Est et renoncé à la réunification de l'Allemagne.*

D'accord	43 %
Pas d'accord	23
Sans opinion	34
	<hr/>
	100 %

DEUXIÈME THÈSE : *Les autres pays de l'Europe politique devront aider l'Allemagne de l'Ouest à réaliser l'unité de l'Allemagne.*

D'accord	48 %
Pas d'accord	22
Sans opinion	30
	<hr/>
	100 %

Cette double approbation peut sembler quelque peu contradictoire. Peut-être le problème est-il trop loin des préoccupations des Français pour que leur réponse les engage véritablement. Le fait que les plus jeunes hésitent moins encore que leurs aînés à approuver les deux thèses à la fois pourrait inciter à le penser. En dehors de l'âge, le seul critère introduisant une variation notable est évidemment le critère politique : on constatera sans surprise que les électeurs d'extrême-gauche sont les plus attachés au *statu quo* en ce qui concerne le territoire allemand. (Tableaux 10 et 11.)

II. QUELLES CONCESSIONS LA FRANCE DEVRAIT-ELLE CONSENTIR A L'EUROPE POLITIQUE ?

Si les Français savent exactement avec quels partenaires ils souhaitent s'associer au sein d'une Europe politique, leurs idées ne sont pas moins claires en ce qui concerne l'organisation de cette Europe, les concessions que la France pourrait consentir à l'ensemble européen et les conséquences qui pourraient en résulter pour sa position internationale.

TABLEAU 10

*L'Europe politique ne sera réalisable
que lorsque l'Allemagne de l'Ouest aura accepté
l'existence de l'Allemagne de l'Est
et renoncé à la réunification de l'Allemagne*

	<i>en %</i>			
	<i>D'accord</i>	<i>Pas d'accord</i>	<i>Sans opinion</i>	<i>Total (%)</i>
Ensemble	43	23	34	100
<i>Age</i>				
15 à 24 ans.....	51	24	25	100
25 à 49 ans.....	43	26	31	100
50 ans et plus.....	38	20	42	100
<i>Famille politique</i>				
Extrême-gauche.....	55	20	25	100
Gauche.....	44	35	21	100
Centre.....	46	44	10	100
Droite.....	45	25	30	100
Extrême-droite.....	48	23	29	100
Marais.....	35	16	49	100

*Les autres pays de l'Europe politique
devront aider l'Allemagne de l'Ouest
à réaliser l'unité de l'Allemagne*

	<i>en %</i>			
	<i>D'accord</i>	<i>Pas d'accord</i>	<i>Sans opinion</i>	<i>Total (%)</i>
Ensemble.....	48	22	30	100
<i>Age</i>				
15 à 24 ans.....		24	21	100
25 à 49 ans.....		22	28	100
50 ans et plus.....		22	36	100
<i>Famille politique</i>				
Extrême-gauche.....	45	37	18	100
Gauche.....	55	29	16	100
Centre.....	63	28	9	100
Droite.....	56	20	24	100
Extrême-droite.....	51	27	22	100
Marais.....	40	15	45	100

A. La répartition des compétences entre le niveau national et le niveau européen

1. Les Français ne considèrent certes pas l'Europe politique comme une simple juxtaposition d'Etats souverains ; cependant ils semblent beaucoup plus favorables à une *fédération qu'à une véritable fusion* : le niveau national ne devrait pas disparaître mais il y aurait superposition de deux ordres politiques et répartition des compétences entre les deux niveaux.

On pourrait, il est vrai, tirer une indication contraire de l'intérêt qu'ils portent à l'élection directe d'un Parlement européen par tous les peuples concernés :

Croyez-vous souhaitable que les électeurs français, italiens, allemands, etc., élisent ensemble un Parlement européen ?

Oui	59 %
Non	15
Ne sait pas	26

100 %

Mais la signification de cette attitude favorable dépend des pouvoirs de ce Parlement. S'il s'agit d'une assemblée purement consultative, son existence peut se concilier avec des formules très diverses pour l'organisation de l'Europe politique.

De fait, quand on demande aux Français de choisir entre les trois grandes formules possibles, association, fédération et fusion, ils marquent nettement leur préférence pour la seconde, qui prévoit bien la création d'un gouvernement européen mais ne supprime pas les gouvernements nationaux.

Les catégories les plus disposées à déléguer des pouvoirs à un gouvernement européen sont : les hommes, les jeunes, les cadres supérieurs

Pour résumer votre opinion, laquelle de ces trois formules aurait vos préférences ?

1. Il n'y a pas de gouvernement européen et les gouvernements de chaque pays se rencontrent régulièrement pour essayer d'adopter une politique commune	
2. Il y a un gouvernement européen qui s'occupe des questions les plus importantes et chaque pays garde un gouvernement qui s'occupe de ses problèmes particuliers	
3. Il y a un gouvernement européen qui s'occupe de toutes les questions et les pays membres n'ont plus de gouvernement	7
N'adhère à aucune de ces formules ou ne sait pas	17
	<hr/>
	100 %

et les électeurs du centre-gauche. Parmi elles, les jeunes de moins de 25 ans sont les plus favorables à l'application totale de la supranationalité : plus de gouvernement national ; principe qui paraît sans doute encore peu réaliste aux cadres supérieurs dont 5 % seulement choisissent la formule comportant la fusion des Etats. (Tableau 12.)

2. Pour préciser comment les Français envisagent le partage des attributions entre le gouvernement français et un gouvernement européen, on leur a demandé auquel de ces gouvernements reviendrait, à leur avis, le pouvoir de décision dans certaines matières telles que la politique étrangère, la politique sociale, etc. Les réponses, très cohérentes avec le choix d'une formule d'organisation laissant au gouvernement européen le soin de décider des questions les plus importantes, pourraient être résumées de la façon suivante : *au gouvernement européen, la grande politique ; au gouvernement français, la politique du quotidien.*

Pour certaines questions, la compétence des autorités européennes n'est pratiquement pas mise en doute : c'est le cas de la recherche scientifique, de la politique étrangère, ou même de la durée du service militaire.

Pour d'autres, qui touchent peut-être plus directement les personnes interrogées, le partage est plus incertain : c'est le cas de la politique sociale et, plus encore, de la fiscalité.

Dans certains domaines enfin, les plus proches des préoccupations familiales des Français, comme les programmes scolaires ou la date des vacances, la tendance est nettement de réserver la décision au gouvernement national.

Si la France faisait partie de l'Europe politique, pour chacun des points suivants, à votre avis, qui devrait prendre les décisions ? Est-ce le gouvernement français ou le gouvernement européen ?

	<i>Le gouvernement européen</i>	<i>Le gouvernement français</i>	<i>Sans opinion</i>
Recherche scientifique	66 %	15 %	19 %
Politique étrangère	61	17	22
Durée du service militaire	44	33	23
Politique sociale	41	37	22
Montant des impôts	39	38	23
Programmes scolaires	32	47	21
Date des vacances	27	46	27

Comme on le verra dans le tableau 13 qui donne, pour les deux questions où le partage est incertain, la ventilation des résultats dans les diverses catégories de la population, les femmes sont particulièrement peu disposées à déléguer de grands pouvoirs à un gouvernement européen. Il en va de même des électeurs gaullistes et communistes et, pour ce qui touche du moins à la politique sociale, du milieu ouvrier.

TABLEAU 12

CHOIX D'UNE FORMULE D'ORGANISATION
POUR L'EUROPE POLITIQUE

en %

	1	2	3	4	<i>Total</i> (%)
Ensemble.....	20	56	7	17	100
<i>Sexe</i>					
Hommes.....		63	9	10	100
Femmes.....		49	5	23	100
<i>Age</i>					
15 à 24 ans.....	20	58	11	11	100
25 à 49 ans.....	20	61	6	13	100
50 ans et plus.....	21	48	6	25	100
<i>Profession du chef de famille</i>					
Cadres supérieurs, prof. libérales.....	16	71	5	8	100
Petits commerçants, artisans.....	18	60	8	14	100
Employés, cadres moyens.....	20	66	7	7	100
Ouvriers.....	24	53	8	15	100
Agriculteurs.....	18	45	6	31	100
Retraités, inactifs.....	20	51	5	24	100
<i>Famille politique</i>					
Extrême-gauche.....	22	64	8	6	100
Gauche.....	19	66	10	5	100
Centre.....	14	81	3	2	100
Droite.....	21	60	8	11	100
Extrême-droite.....	23	58	5	14	100
Marais.....	21	43	6	30	100

Consultation régulière des gouvernements nationaux.

Création d'un gouvernement européen et maintien des gouvernements nationaux.

3 *Disparition des gouvernements nationaux.*

4 *Aucune de ces formules. Ou ne sait pas.*

TABLEAU 13 A

DÉCISIONS CONCERNANT LA POLITIQUE SOCIALE

en %

	Au gouvernement européen	Au gouvernement français	Sans opinion	Total (%)
Ensemble	41	37	22	100
<i>Sexe</i>				
Hommes.....	52	35	13	100
Femmes.....	30	38	32	100
<i>Age</i>				
15 à 24 ans.....	39	43	18	100
25 à 49 ans.....	44	37	19	100
50 ans et plus.....	38	33	29	100
<i>Profession du chef de famille</i>				
Cadres supérieurs, professions libérales.....	49	41	10	100
Petits commerçants, artisans.....	48	32	20	100
Employés, cadres moyens.....	48	38	14	100
Ouvriers.....	38	42	20	100
Agriculteurs.....	33	29	38	100
Retraités, inactifs.....	39	34	27	100
<i>Vote en 1965 (Présidentielle)</i>				
Mitterrand.....	53	39	8	100
De Gaulle.....	41	42	17	100
Lecanuet.....	52	42	6	100
<i>Vote en 1967 (Législatives)</i>				
Parti communiste.....	40	49	11	100
Fédération.....	56	37	7	100
Cinquième République.....	41	43	16	100
Centre démocrate.....	46	34	20	100

TABLEAU 13 B

DÉCISIONS CONCERNANT LE MONTANT DES IMPOTS

en %

	Au gouvernement européen	Au gouvernement français	Sans opinion	Total (%)
Ensemble	39	38	23	100
<i>Sexe</i>				
Hommes.....		34	13	100
Femmes.....		42	32	100
<i>Age</i>				
15 à 24 ans.....	42	40	18	100
25 à 49 ans.....	43	38	19	100
50 ans et plus.....	32	37	31	100
<i>Profession du chef de famille</i>				
Cadres supérieurs, professions libérales.....	45	45	10	100
Petits commerçants, artisans.....	44	37	19	100
Employés, cadres moyens.....	45	40	15	100
Ouvriers.....	38	39	23	100
Agriculteurs.....	32	33	35	100
Retraités, inactifs.....	34	36	30	100
<i>Vote en 1965 (Présidentielle)</i>				
Mitterrand.....	53	37	10	100
De Gaulle.....	35	45	20	100
Lecanuet.....	54	39	7	100
<i>Vote en 1967 (Législatives)</i>				
Parti communiste.....	38	45	17	100
Fédération.....	50	37	13	100
Cinquième République.....	38	44	18	100
Centre démocrate.....	42	39	19	100

3. Faut-il voir dans le désir des Français de réserver à leur gouvernement le soin de s'occuper de ce qui les touche directement le signe d'une méfiance envers l'Europe pour la satisfaction de leurs besoins immédiats ? C'est peu probable.

La plupart d'entre eux pensent, en effet, que *l'unité de l'Europe*, ou simplement la réalisation définitive du Marché commun, *ne peut nuire ni à la prospérité de leur profession, ni aux avantages sociaux et économiques* dont jouissent leurs compatriotes. Au pire, l'unification européenne n'aurait pas d'effet sur ce plan.

Croyez-vous que l'unité de l'Europe aurait, à l'heure actuelle, des effets bons ou mauvais sur la prospérité de votre profession (ou, si vous ne travaillez pas, sur la profession du chef de famille) ?

Très bons	4 %
Plutôt bons	27
Plutôt mauvais	10
Très mauvais	1
Pas d'effet	32
Ne sait pas	26
	100 %

Pensez-vous que les avantages sociaux et économiques en France vont, avec la réalisation définitive du Marché commun...

augmenter	30 %
diminuer	15
rester les mêmes	40
Ne sait pas	15
	100 %

EFFETS DE L'UNITÉ DE L'EUROPE
SUR LA PROSPÉRITÉ DE LA PROFESSION

	Très bons	Plutôt bons	Plutôt mauvais	Très mauvais	Pas d'effet	Ne sait pas	Total (%)
Ensemble	4	27	10	1	32	26	100
Cadres sup., prof. libérales.....	6	43	8	2	29	12	100
Petits commerçants, artisans..	3	19	17	2	37	22	100
Employés, cadres moyens.....	6	33	6	1	37	17	100
Ouvriers.....	4	28	11	1	33	23	100
Agriculteurs.....	3	25	17	1	14	40	100

Les forces politiques

Les plus pessimistes quant aux conséquences de l'unité européenne sur le sort de leur profession sont les petits commerçants et les agriculteurs ; les plus optimistes sont les cadres supérieurs et les employés.

En ce qui concerne les conséquences de la réalisation définitive du Marché commun, les plus confiants sont les jeunes ainsi que les ouvriers et les employés ; les plus inquiets sont les petits commerçants et les électeurs d'extrême-gauche ; mais ceux qui redoutent un recul des avantages sociaux et économiques sont toujours moins nombreux que ceux qui attendent du Marché commun l'augmentation de ces avantages. (Tableau 14.)

TABLEAU 14

Pensez-vous que les avantages sociaux et économiques en France vont, avec la réalisation définitive du Marché Commun...
en %

	Augmenter	Diminuer	Rester les mêmes	Ne sait pas	Total (%)
	30	15	40	15	100
<i>Age</i>					
15 à 24 ans.....	39	12	36	13	100
25 à 49 ans.....	30	16	42	12	100
50 ans et plus.....	25	15	41	19	100
<i>Profession du chef de famille</i>					
Cadres supérieurs, professions libérales.....	31	15	42		100
Petits commerçants, artisans.....	21	18	51	10	100
Employés, cadres moyens.....	33	16	40	11	100
Ouvriers.....	34	16	38	12	100
Agriculteurs.....	25	11	39	25	100
Retraités, inactifs.....	28	13	40	19	100
<i>Vote en 1967 (Législatives)</i>					
Parti communiste.....	33	28	33	6	100
Fédération.....	31	21	42	6	100
Cinquième République.....	32	11	47	10	100
Centre démocrate.....	27	14	43	16	100

4. Les préoccupations d'ordre matériel ne sont donc certainement pas déterminantes dans la réserve que manifestent les Français quand il est question de confier la gestion de leurs intérêts les plus immédiats à un gouvernement européen. Cette réserve tient plus probablement au désir qu'ils ont de conserver l'originalité de leur façon de vivre, de ne pas voir disparaître un ensemble d'habitudes sur lesquelles repose *le sentiment de leur identité nationale*. A cet égard, la force de l'attachement sentimental des Français aux symboles nationaux est très significative. Si une majorité est prête à remplacer la monnaie française par une monnaie européenne et même à fondre l'armée française dans une armée européenne, seule une petite minorité est prête à sacrifier le drapeau national et... l'équipe de France dans les compétitions sportives.

<i>Seriez-vous favorable ou opposé à ce que...</i>	Favorable	Opposé	Sans opinion
la monnaie française soit remplacée par une monnaie européenne	53 %	30 %	17 %
l'armée française soit remplacée par une armée européenne	42	36	22
l'équipe de France soit remplacée dans les compétitions sportives internationales par une équipe européenne	25	53	22
le drapeau français soit remplacé par un drapeau européen	18	70	12

Que le nationalisme militaire cède la place au chauvinisme sportif est un signe des temps : si le sentiment national reste vif, il s'agit bien plus d'une réaction culturelle que d'une attitude politique.

On notera sur le tableau 15 que les partisans les plus convaincus d'une armée nationale sont les femmes, les jeunes de moins de vingt-cinq ans, les électeurs gaullistes et, pour des raisons sans doute différentes, les électeurs communistes et les ouvriers. Le nationalisme sportif touche évidemment davantage les groupes qui s'intéressent aux compétitions sportives : 60 % des hommes contre 45 % des femmes et 61 % des « moins de vingt-cinq ans » contre 45 % des « plus de cinquante ans » se prononcent contre la disparition de l'équipe de France.

B. Le problème du rôle de la France dans le monde

Le problème de la place de la France dans le concert des nations constitue sans doute l'un des meilleurs indices pour apprécier dans quelle mesure le nationalisme des Français est ou non un frein à l'unification politique de l'Europe. Les résultats de l'enquête indiquent bien que les Français croient au rôle international de la France, mais ils montrent aussi qu'ils n'interprètent pas l'intégration à une Europe politique comme un recul de l'influence française.

TABLEAU 15

ATTITUDE A L'ÉGARD DU REMPLACEMENT
DE L'ARMÉE FRANÇAISE
PAR UNE ARMÉE EUROPÉENNE

en %

	Favorable	Opposé	Sans opinion	Total (%)
Ensemble.....	42	36	22	100
<i>Sexe</i>				
Hommes.....	52	35	13	100
Femmes.....	33	37	30	100
<i>Age</i>				
15 à 24 ans.....	43	43	14	100
25 à 49 ans.....	47	35	18	100
50 ans et plus.....	38	34	28	100
<i>Profession du chef de famille</i>				
Cadres supérieurs, professions libérales.....			13	100
Petits commerçants, artisans.....	53	30	17	100
Employés, cadres moyens.....	54	30	16	100
Ouvriers.....	36	45	19	100
Agriculteurs.....	34	33	33	100
Retraités, inactifs.....	37	34	29	100
<i>Vote en 1965 (Présidentielle)</i>				
Mitterrand.....	51	36	13	100
De Gaulle.....	43	40	17	100
Lecanuet.....	58	27	15	100
<i>Vote en 1967 (Législatives)</i>				
Parti communiste	39	45	16	100
Fédération.....	54	31	15	100
Cinquième République.....	46	40	14	100
Centre démocrate.....	44	33	23	100

Revue française de science politique

1. Quand on pose la question : « Qu'est-ce qui vous rend fier d'être Français ? » la réponse la plus souvent citée est : « le rôle de la France dans le monde », qui passe avant « la culture et les arts », réponse pourtant caractéristique de cet « impérialisme culturel » qu'on prête volontiers aux Français.

Qu'est-ce qui vous rend fier d'être Français ?

Le rôle de la France dans le monde	46 %
La culture et les arts	41
Les réalisations techniques et scientifiques de la France ..	37
Les grandes périodes de l'histoire de France	36
La puissance économique de la France	20
Les institutions politiques	11

C'est chez les électeurs gaullistes que cette préoccupation du rang de la France est le plus nettement affirmée (62 % des électeurs de la Cinquième République, 61 % de ceux du général de Gaulle), mais elle est citée en premier ou en second dans à peu près toutes les catégories de la population.

Cette première indication est recoupée par le fait qu'une très forte majorité des Français interrogés estiment que la France exerce actuellement une influence importante dans le monde et que son prestige a plutôt augmenté depuis une dizaine d'années.

Actuellement, diriez-vous que la France exerce dans le monde une influence...

très grande	18 %
assez grande	57
plutôt faible	10
très faible	1
Ne sait pas	14
	<hr/>
	100 %

Par rapport à ce qu'il était il y a dix ans, est-ce que le prestige de la France...

a plutôt augmenté	66 %
a plutôt diminué	8
est resté le même	13
Ne sait pas	13
	<hr/>
	100 %

On constatera ici aussi sans surprise que 84 % des électeurs du général de Gaulle pensent que la France exerce une influence très grande ou assez grande et que 83 % de ces électeurs estiment que le prestige du pays a augmenté depuis 1958. Mais on ne peut manquer d'être frappé par l'accord très général qu'on enregistre sur ces deux points. Seuls

Les forces politiques

les cadres supérieurs témoignent de quelque scepticisme, mais, même parmi eux, il se trouve moins d'une personne sur cinq pour juger assez faible l'influence de la France dans le monde (18 % « plutôt faible » et 1 % « très faible », contre 54 % « assez grande » et 20 % « très grande »).

2. A lire ces résultats, on pourrait croire les Français si attachés à la conception traditionnelle de la France « grande puissance » que cela constituerait une limite sérieuse au développement du sentiment européen. Or il n'en est rien. *Les Français ne considèrent pas du tout l'unification de l'Europe comme un recul de la France.*

Il ne se trouve, en effet, qu'une infime minorité pour penser que l'influence de la France dans le monde pâtirait de son intégration à l'Europe politique, tandis que près d'un tiers des personnes interrogées pensent au contraire que l'influence française serait accrue du fait de cette intégration.

Si la France faisait partie de l'Europe politique, pensez-vous que son influence dans le monde...

augmenterait	32 %
ne changerait pas	38
diminuerait	7
Ne sait pas	23
	<hr/>
	100 %

Ce résultat est d'autant plus remarquable du point de vue de la conviction européenne des Français qu'il ne s'accompagne d'aucune arrière-pensée sur le rôle que la France pourrait jouer au sein de l'ensemble européen.

Pour la plupart des Français, en effet, l'idée que l'influence de la France dans le monde ne souffrirait pas de l'unification européenne ne résulte pas d'un pari sur la prépondérance éventuelle de la France à l'intérieur de l'Europe politique. Très rares sont ceux qui croient à cette prépondérance, la plupart partageant au contraire une conception égalitaire de l'union, dans laquelle la France serait un partenaire comme les autres.

Dans une Europe politique, quelle serait la position de la France ?

La France aurait une position prépondérante : elle serait le leader des autres pays	12 %
La France aurait une position importante mais à égalité avec d'autres pays comme l'Allemagne, par exemple	62
La France serait plutôt isolée, les autres pays ayant sur beaucoup de choses une position différente de la sienne	5
Ne sait pas	21
	<hr/>
	100 %

Ces résultats semblent indiquer que c'est bien dans les vertus de l'union, et non dans la soumission de leurs partenaires, que les Français ont confiance pour consolider, par le biais de l'Europe politique, l'influence de la France dans le monde.

L'impression générale qui se dégage de cette enquête est qu'après avoir largement ratifié l'Europe économique, *les Français sont aujourd'hui favorables à l'extension de l'unification européenne au domaine politique.*

Cela vaut d'autant plus d'être souligné que, l'enquête l'a montré, la position des Français dépasse nettement le stade des affirmations stéréotypées et des préférences sentimentales. Il s'agit, semble-t-il, d'une attitude cohérente, argumentée et nuancée.

Est-ce à cause de ces nuances, ou de l'impression que la conjoncture actuelle est peu propice à une relance européenne ? Cette attitude favorable à l'Europe politique est cependant un peu ternie par le scepticisme des Français quant à la date de son avènement.

Si peu de gens pensent que l'Europe politique ne se fera jamais, la plupart estiment en effet qu'elle ne verra pas le jour avant un avenir assez éloigné.

<i>En définitive, pensez-vous que l'Europe politique...</i>	
se fera dans un avenir proche	12 %
se fera dans un avenir assez éloigné	57
ne se fera jamais	9
Ne sait pas	22
	100 %

<i>L'Europe politique...</i>	15 à 24 ans	25 à 49 ans	50 ans et plus
se fera dans un avenir proche	16 %	12 %	10 %
se fera dans un avenir assez éloigné ..	58	62	52
ne se fera jamais	9	8	11
Ne sait pas	17	18	27
	100 %	100 %	100 %

Mais peut-être les générations montantes, moins sceptiques dans ce domaine que celles qui les ont précédées, démentiront-elles ce pronostic assez réservé ?

A. L. et P. W.

(Septembre 1968)